

L'AUTHENTIQUE

N°128 mardi 15 juillet 2003. Prix 200 UM. 1 Euro.

Décadaire d'informations - e-mail : lauthentique2003@yahoo.fr

SITUATION ALIMENTAIRE NATIONALE

Les autorités se mobilisent

L'Observatoire de la Sécurité Alimentaire, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, aidés par les partenaires tels que le PAM et l'Union Européenne ont mis en branle depuis l'annonce de la crise alimentaire catastrophique le Plan d'Urgence décrété par les pouvoirs publics. C'est ainsi que le stock national de sécurité alimentaire mit en place a permis de livrer 6 000 tonnes de blé destinés aux populations des Hodhs et du Guidmagna.

Le Plan d'urgence, composé d'une composition distribution gratuite et cession à prix social a permis de mobiliser 82.827 tonnes de céréales dont 5297 ont été distribués durant les mois précédents de 2003, 7620 tonnes de légumineuses, 3810 tonnes d'huile, dont 114 tonnes distribués. Pour sa part, le PAM a distribué à la fin du mois de mai 2003, 10.000 tonnes de blé, 600 tonnes d'huile, des tonnes de niébé, des concentrés d'aliments enrichis et du sucre. L'Italie et le CSA se sont aussi mis à deux pour attaquer la crise alimentaire au Nord du pays en distribuant séparément plus de

mille tonnes de blé et de riz.

Pendant ce temps, le PAM et l'Union Européenne s'apprentent à prendre d'assaut la majeure partie des Wilayas du pays pour contenir l'insuffisance alimentaire.

Dans cet effort généralisé où l'Etat mauritanien supporte entièrement les frais liés au programme de vente à prix social, la SONI-MEX n'est pas en reste. Elle a déjà fourni plus de 20.000 tonnes de blé aux différentes capitales régionales du pays.

Dans ce sauvetage global, le bétail est particulièrement pris en compte. En témoignent, les milliers de tonnes d'aliments qui ont été fournis par le CSA ainsi que la couverture vaccinale assurée par les services du développement rural.

Malgré l'effort soutenu de l'Etat, des organisations internationales et des ONGs nationales, et malgré l'effort porté sur la création et le financement des activités génératrices de revenus pour palier les effets de la sécheresse, certaines zones continuent d'être à risque.

Sur les 192 communes où les enquêteurs se sont rendus, 180 ont été déclarées à risque d'insécurité alimentaire au lieu de 130 en 2002. Les principales Wilayas sur le gril sont le Gorgol, le Brakna, l'Assaba et les deux Hodhs.